

Anne GRUSELLE

SILLAMÄE : IDENTITÉS EN MOUVEMENT

En annexant l'Estonie en 1940, l'URSS entame une politique de peuplement de ce pays. Sillamäe (20 000 habitants, nord-ouest de l'Estonie) est un pur produit de cette période. C'est une ville nouvelle monofonctionnelle, créée en 1946, subordonnée à Moscou et peuplée quasi intégralement de russophones. Lorsqu'en 1991 l'Estonie redevient indépendante, ceux-ci perdent leur statut de groupe dominant et se trouvent confrontés à diverses difficultés : absence de droit politique (seule une minorité acquiert la citoyenneté estonienne), crise économique se traduisant par un fort chômage, langue russe non officialisée, jeunes sans avenir... Face à cette situation, la communauté russophone n'est pas soudée : les habitants adoptent des stratégies individuelles. Pour de nombreux Estoniens, Sillamäe représente l'archétype d'une micro-société inintégrable au cœur de l'Estonie. Il semble en fait que le rapprochement entre Russes et Estoniens s'opère dans cette ville autour de lieux d'intégration et de thématiques au premier abord insoupçonnables. La recomposition identitaire de Sillamäe et de ses habitants paraît alors multiple : elle est plus ou moins marquée par le passé et les évolutions récentes.

Après cinquante et un ans d'occupation soviétique, l'Estonie a réintégré la scène politique internationale en tant qu'État indépendant. Engagé dans un processus délicat de rupture avec la période précédente, ce pays a connu des changements politiques radicaux visant à l'introduction d'un régime démocratique et des bouleversements économiques liés à la mise en place d'une économie de marché. L'Estonie est aussi confrontée à une situation socio-démographique complexe dont elle n'a pas maîtrisé l'évolution (Lemarcq 1993, p. 1) :

dans le cadre de l'URSS, des milliers de Soviétiques, russophones¹ pour la plupart, sont venus s'installer sur son territoire, modifiant ainsi la composition ethnique du pays (la part des Estoniens dans la population totale est passée de 96 % en 1945 à 61,5 % en 1989) et engendrant parmi les Estoniens la crainte de voir leur langue et leur culture disparaître. Pour les russophones, le choc de l'indépendance a été violent et imprévisible : ils se sont retrouvés du jour au lendemain dans un pays étranger et ont perdu leur statut de groupe dominant au sein de l'Union soviétique pour devenir une communauté numériquement minoritaire à l'intérieur de la nouvelle République d'Estonie. Immédiatement, la question de leur statut légal et celle de leur avenir au sein de la société estonienne sont devenues de véritables enjeux. Il s'est avéré difficile pour l'Estonie de trouver une solution adaptée tenant compte des intérêts de l'ensemble de la population vivant sur son territoire, dans une période de rejet de l'expérience soviétique où les russophones étaient perçus « comme les héritiers des occupants » (Plasseraud 1999, p. 105). Ainsi, le cadre juridique mis en place par les autorités estoniennes au début des années quatre-vingt-dix, dans le but de rééquilibrer cette nouvelle situation démographique et politique, était défavorable aux russophones arrivés après 1945. L'État a décidé, entre autres, de ne pas leur accorder automatiquement la citoyenneté estonienne et a établi une législation linguistique qui a affecté négativement les non-Estoniens dans leur insertion économique.

De nombreux auteurs semblent voir dans ce double processus d'exclusion de la part des Estoniens et de non-acceptation de l'indépendance de la part des russophones le point de confrontation des communautés. Pourtant, aucun mouvement violent de quête d'autonomie de la part des Russes et de rejet de la part des Estoniens n'a été visible au cours des douze dernières années. Au contraire, on remarque, d'une part, que beaucoup de russophones ont choisi volontairement de rester dans le pays et, d'autre part, que depuis 1997-1998, le discours et la politique des représentants estoniens, en partie sous la pression des instances européennes, ont évolué. L'Estonie tente

¹ Je désigne sous ce vocable l'ensemble des slaves (Russes, Ukrainiens, Biélorusses...) qui partagent, en Estonie, le russe comme langue de communication et dont les Russes forment la part la plus conséquente.

aujourd'hui de se déterminer comme un État multiculturel et le gouvernement estonien a institutionnalisé le processus d'intégration des non-Estoniens dans la société estonienne, en établissant pour la période 2000-2007, un programme définissant les modalités et les fondements de celle-ci².

Ce processus d'intégration à l'état initial prend une forme différente selon les spécificités des territoires. À Sillamäe, ancienne ville fermée créée par le pouvoir soviétique et peuplée en grande majorité de russophones (2,5 % d'Estoniens), l'histoire marque les évolutions présentes de la ville. Il ne s'agit pas d'une transition, telle qu'elle a pu être définie par Jacques Sapir³, mais plutôt d'un mouvement lent de la société : les fondements anciens de l'identité urbaine et sociale s'imprègnent des modifications en cours (politiques, économiques et culturelles) pour former des *identités recomposées* tant de la ville que de ses habitants. Après avoir étudié les caractéristiques passées de la ville, nous évoquerons les évolutions qui, depuis plus de dix ans, agissent sur la production d'une identité renouvelée, dont nous analyserons les marqueurs et les fondements.

Cet article repose sur un mémoire de recherche de DEA datant de septembre 2001 (Gruselle 2001). Ce travail a été réalisé à partir d'une série d'entretiens semi-directifs menés en février et mai 2001 à Sillamäe. L'échantillon était composé de 53 personnes « sélectionnées » de façon à respecter l'équilibre des catégories démographiques (classes d'âge, sexe), socio-économiques (activité), ethniques (nationalité) et politiques (citoyenneté) de la population de la ville. Il ne constitue toutefois pas un groupe suffisamment important numériquement pour que l'on soit autorisé à parler d'une enquête d'opinion. L'échantillon n'est pas représentatif, mais il apparaît comme un outil précieux de compréhension du processus d'intégration à l'intérieur de cette ville. Les données présentées visent à étayer mon raisonnement et ont été complétées par des lectures générales sur la question des russophones

² *State Programme "Integration in Estonian Society 2000-2007"*, 14 mars 2000, <http://www.riik.ee/saks/ikomisjon/programme.htm>, 90 p.

³ La transition doit être conçue comme le passage d'un système à un autre suivant un vecteur de changement préalablement établi et qui doit être suivi, avec réajustements, du point de départ au point d'arrivée, cf. Sapir 1996.

et de leur intégration, ainsi que par des observations de terrain, des entretiens auprès des représentants politiques de la ville, de certaines associations, et des principales entreprises. Enfin, des études effectuées sur une plus grande échelle par des instituts permettent de confirmer certains des résultats avancés⁴.

SILLAMÄE : UN PUR PRODUIT DE LA PÉRIODE SOVIÉTIQUE

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Estonie est devenue une terre d'accueil pour de nombreux russophones, ce qui, entre 1945 et 1991, a fait baisser de 17,5 % la part des Estoniens dans la population totale⁵ et multiplié par cinq celle des Russes. Le pouvoir soviétique visait trois objectifs avec cette politique de « colonisation » : il s'agissait de cimenter la présence russe sur le territoire nouvellement annexé afin de contrôler cet espace géostratégique, tout en promouvant le développement industriel de cette république pour en faire une vitrine du monde soviétique aux portes de l'Europe. Ces migrants concentrés localement ont créé des espaces russophones presque homogènes : les Estoniens sont à peine majoritaires dans la capitale et très minoritaires dans les trois principales villes du district frontalier avec la Russie (Ida-Virumaa)⁶. Les Russes habitent essentiellement les villes du nord : ils représentent 51 % de la population urbaine du pays.

Cette dichotomie spatiale et l'arrivée en masse de ces nouveaux habitants a été l'un des facteurs de division de la société entre les Estoniens et les russophones. De plus, à ce clivage spatio-ethnique, s'ajoute une séparation linguistique et économique des deux communautés. Deux structures socio-économiques différentes, et ayant peu de contacts entre elles, coexistent (Hallik et Kirch 1992, p. 153). Avec l'industrialisation du pays et la venue d'ouvriers de toute l'Union soviétique, les Estoniens occupent moins de la moitié des emplois

⁴ Cf. par exemple Hallik et Helemäe 1997.

⁵ The Estonian Institute, « La situation ethnique en Estonie », *Estonia in facts*, novembre 1996, p. 1.

⁶ Les Estoniens représentent 5 % de la population à Narva, 2,5 % à Sillamäe et 22 % à Kohtla-Järve (Statistical Office of Estonia, *Statistical Yearbook of Estonia*, Tallinn, 1999, p. 33).

dans l'industrie lourde et les transports, un peu plus du tiers des postes dans l'industrie légère et ils forment à peine 50 % du groupe des ingénieurs et techniciens. Selon G. Shafir (1995, p. 154), la main d'œuvre des entreprises directement soumises à Moscou était composée à 80 % de russophones. Les Estoniens étaient, quant à eux, nombreux dans l'agriculture et les petites et moyennes entreprises locales.

De même, la division linguistique de la société paraît profonde au moment de l'indépendance. Selon Klara Hallik, seuls 13 % des Russes estimaient parler estonien en 1991 (Hallik 1998, p. 270). Pendant la période soviétique, le russe était la langue de communication des administrations et services publics et les habitants n'étaient pas tenus d'apprendre l'estonien. Les Russes se rendant en Estonie ne considéraient pas qu'ils pénétraient dans un État étranger : il s'agissait pour eux d'une migration interne au sein de leur pays, l'Union soviétique, et ils ne se percevaient pas comme des immigrants. Le sentiment d'être chez soi était renforcé par les privilèges (par exemple pour les logements, denrée rare à l'époque) que leur octroyait le régime, qui de plus les tenait à l'écart de la culture locale⁷. Les Russes portaient donc un faible intérêt à la langue et à la culture estoniennes, ulcérant ainsi profondément les Estoniens, d'autant que ces derniers étaient dans l'obligation d'apprendre le russe pour participer à la vie du pays.

La ville de Sillamäe est certainement l'héritage le plus extrême de cette division spatiale, socio-économique, politique et linguistique de la présence russe en Estonie.

La première allusion à Sillamäe remonte à 1502. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, ce lieu-dit appartenait aux terres de Vaivara. Le peuplement et l'activité restèrent réduits jusqu'en 1928, où une usine de traitement des schistes, une petite station électrique et un port furent construits par le gouvernement estonien avec l'aide d'investissements suédois. Cette usine totalement détruite pendant la Seconde Guerre mondiale fut remplacée par les installations soviétiques après guerre.

⁷ L'estonien était très peu enseigné dans les écoles russes, ce que reprochent actuellement les Russes au régime soviétique.

Avant 1945, l'Estonie était un pays essentiellement agricole, comptant des entreprises manufacturières, mais peu d'industries lourdes et d'armements (Davis, Gräzin et Raju 1996, p. 85). La construction, à Sillamäe, d'un complexe industriel stratégique de production d'oxydes d'uranium entraînait dans le programme de développement industriel mené par les autorités soviétiques après la Seconde Guerre mondiale pour favoriser les productions militaires appartenant au VPK (complexe militaro-industriel). L'histoire de Sillamäe ville industrielle commença en 1946. Sa création serait liée à la volonté de Staline de fabriquer les premières armes atomiques de l'Union soviétique (Tarm 2000). La ville nouvelle et l'usine (Silmet) furent construites par des prisonniers politiques (Estoniens, Lituaniens et Lettons), puis par des prisonniers du camp n° 7 situé à proximité de la ville. Ce projet de ville-usine était, selon David Vseviiov, le plus grand d'Estonie (Vseviiov 1995, p. 22). L'usine produisait de l'uranium extrait des schistes bitumineux et, en 1970, la production de terres rares et de métaux rares à partir des loparites, provenant essentiellement de la péninsule de Kola, commença. Le traitement de matériaux radioactifs ne sera stoppé qu'en 1990.

De 1946 à 1991, la ville et l'usine étaient totalement subordonnées à Moscou (Vseviiov 1995, p. 22-34). Comme toutes les firmes soviétiques du VPK, Sillamäe, gérée par le ministère général de la Construction mécanique (Davis, Gräzin et Raju 1996, p. 88), appartenait à la catégorie des villes nouvelles fermées (jusqu'en 1991) de mono-activité. Les entrées et sorties étaient étroitement surveillées et la construction de la ville directement contrôlée par le comité central du Parti communiste d'Estonie. Seules les personnes nommées par le ministère ou envoyées par les camps de prisonniers, les directions d'entreprises ou la milice pouvaient s'y installer (Vseviiov 1995, pp. 25-26). Les ingénieurs, techniciens, personnels scientifiques ou de direction étaient choisis parmi les diplômés des universités de Moscou et de Leningrad. La subordination à Moscou donnait certains avantages : le niveau de vie moyen des habitants était supérieur à la moyenne nationale, la ville possédait des infrastructures propres aux grandes villes (un gymnase, un conservatoire, un lycée professionnel, une clinique, une piscine...) (Vseviiov 1995, pp. 27-28), et les salaires y étaient plus élevés que dans le reste de la république (Davis, Gräzin et Raju, p. 86). Ni l'usine ni les magasins ne connaissaient de pro-

blèmes d'approvisionnement comme d'autres régions de l'Union soviétique. Dès 1950, la commune comptait 10 000 habitants, et en 1957 Sillamäe obtint le statut de ville⁸.

L'usine dominait la ville, elle était la seule propriétaire et les vagues de peuplement étaient liées à ses périodes d'extension. Elle gérait les services publics, les logements, les infrastructures de santé, de sport, d'éducation, etc. : tout était subordonné à l'organe de production. Les institutions médicales de Sillamäe n'avaient, par exemple, pas le droit de soigner des personnes n'appartenant pas à l'usine, c'est-à-dire finalement à la ville.

Sillamäe se présente donc comme un pur produit de la période soviétique. Elle était quasi interdite aux Estoniens et étroitement attachée à la Russie, tant par les origines ethniques de sa population, que par sa culture, la langue parlée, les fêtes célébrées et son orientation économique. Aujourd'hui encore, d'après les données municipales concernant l'année 2000, la ville comprend 84,5 % de Russes, 3 % d'Ukrainiens, 3 % de Biélorusses, et seulement 2,5 % d'Estoniens⁹. Toutefois, la majorité de ces citoyens vivent en Estonie depuis plus de vingt ans ou y sont nés : selon l'étude réalisée en 1996 par l'Institut de sociologie de Tallinn, sur 422 personnes, 46 % vivaient à Sillamäe depuis plus de vingt ans (Hallik et Helemäe 1997, p. 5). Dans mon enquête, sur 53 individus, 40 % sont nés à Sillamäe, 9 % sont originaires d'une autre ville d'Estonie, et 77 % vivent à Sillamäe depuis plus de vingt ans. Pourtant, bien qu'ancrée depuis longtemps sur ce territoire, la population ne semble pas, à première vue, intégrée à l'espace estonien, le russe reste la langue de communication et rares sont les personnes parlant correctement l'estonien. Ce lourd passé de ville russe, fermée, monofonctionnelle, où l'économique et le politique sont imbriqués, forme l'héritage historique participant au processus de décomposition/recomposition de l'identité des russophones de Sillamäe.

⁸ Statut qui lui a permis l'obtention de subventions pour des équipements plus nombreux et plus grands que ce qu'elle aurait dû avoir au vu de son nombre d'habitants.

⁹ Sillamjaeskoe gorodskoe sobranie, Sillamjaeskaja gorodskaja uprava, *Sillamäe linn arvudes* [Statistiques de la ville de Sillamäe], Sillamäe, 2000, p. 1.

Nous allons maintenant analyser les changements politiques, économiques et culturels qui, à l'œuvre dans l'ensemble du pays, affectent particulièrement cette cité et participent à l'évolution de son profil identitaire.

TRANSFORMATION DES STRUCTURES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES PARTICIPANT À L'ÉVOLUTION DE L'IDENTITÉ URBAINE DE LA VILLE

Au moment de l'indépendance, les Russes perdent en Estonie la domination politique, linguistique et économique. En effet, trois modifications majeures à l'échelle nationale affectent le système politique, économique et culturel de la ville : le passage de la citoyenneté soviétique à la citoyenneté estonienne, l'introduction de l'économie de marché, le remplacement du russe par l'estonien, devenu langue unique de l'État.

Entre minorité nationale et étrangers : quel statut juridique pour les russophones de Sillamäe ?

Comme nous l'avons déjà signalé, les Russes arrivant en Estonie ne se considéraient pas comme des étrangers, mais plutôt comme des migrants au sein du grand Empire soviétique. E. Payin parle d'eux comme d'une « minorité impériale » qui, bien qu'en nombre inférieur aux nationaux des pays où ils ont immigré, profitaient de la mobilité sociale de ces pays et de certains privilèges, sans pour autant en apprendre la langue (Payin 1994, pp. 23-24). Au moment de l'indépendance, les russophones ne sont pas devenus une minorité nationale « ordinaire » et soudée. Trois groupes juridiques distinguent les non-Estoniens : d'une part, les citoyens estoniens qui appartiennent à la minorité nationale, d'autre part les apatrides, et enfin les citoyens d'un autre pays qui forment le groupe des « étrangers ».

En 1991, le gouvernement estonien a choisi de ne pas accorder aux migrants arrivés dans le cadre de l'Union soviétique le statut de citoyen estonien. Toutefois, tous les étrangers peuvent demander à

être naturalisés¹⁰ à condition de résider depuis au moins cinq ans sur le territoire et de réussir un test de langue¹¹ évaluant leur compréhension orale¹² et leurs compétences écrites¹³ en estonien. Si les cinq années obligatoires de résidence ne représentent pas un obstacle pour les Russes, arrivés essentiellement entre 1945 et 1970, la méconnaissance de l'estonien empêche bon nombre d'entre eux, en particulier les adultes, de présenter cet examen linguistique. En mai 1999, 103 000 russophones (Plasseraud 2000, p. 65) avaient choisi d'acquérir la citoyenneté estonienne. À Sillamäe, ils représentaient 19,7 % des habitants¹⁴. La part des citoyens estoniens augmente désormais aussi grâce aux enfants nés après 1992, dont la naturalisation se fait automatiquement sur simple demande des parents. Seules les personnes qui obtiennent la citoyenneté estonienne par naturalisation et les Russes citoyens de la première République d'Estonie (1920-1940) et leurs descendants (70 000 personnes) représentent la « minorité russe » d'Estonie. En effet, selon la loi sur l'autonomie culturelle des minorités nationales (adoptée le 26 octobre 1993), sont « [...] considérés comme minorité nationale les *citoyens* d'Estonie »¹⁵, qui

¹⁰ En Estonie et dans les pays de l'ex-URSS, la nationalité se distingue de la citoyenneté. La première désigne l'origine « ethnique » d'un individu (Estonien, Russe...), la deuxième correspond à son appartenance civique à un État (citoyen estonien, citoyen russe...). En se faisant naturaliser, les Russes acquièrent certes la citoyenneté estonienne et donc le droit de vote, mais ils n'en deviennent pas pour autant des nationaux, c'est-à-dire des Estoniens à part entière.

¹¹ « Law on Citizenship » (1992), en annexe de Geistlinger et Kirch 1995, pp. 129-136.

¹² Il faut pouvoir communiquer dans la vie quotidienne avec les services publics, les institutions officielles, et comprendre, de façon globale, les médias en estonien.

¹³ On demande la rédaction d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae. À ce test écrit s'ajoute, depuis la nouvelle loi sur la citoyenneté de 1995, un examen sur la Constitution du pays.

¹⁴ Sillamjaeskoe gorodskoe sobranie, Sillamjaeskaja gorodskaja uprava, *Sillamäe linn arvudes* [Statistiques de la ville de Sillamäe], Sillamäe, 2000, p. 1.

¹⁵ Article 1^{er}, « Law on Cultural Autonomy for National Minorities », en annexe de Geistlinger et Kirch 1995, pp. 124-128. Pour une analyse plus précise de cette loi, voir Chalvin 2002.

résident sur le territoire estonien, maintiennent des liens de longue date et durables avec l'Estonie, se distinguent des Estoniens sur la base des différences ethniques, culturelles, religieuses ou linguistiques, et souhaitent préserver leur identité culturelle.

Face à cette minorité nationale deux autres groupes se distinguent : les étrangers (personnes adoptant une autre citoyenneté) et les apatrides. À Sillamäe, la part des non-nationaux ayant une autre citoyenneté dépasse la part de ceux ayant la citoyenneté estonienne : 25,4 % sont citoyens russes, 45 personnes ont la citoyenneté ukrainienne et 18 la citoyenneté biélorusse. En adoptant une autre citoyenneté que celle de l'Estonie, ces personnes peuvent se déplacer librement dans le pays avec lequel ils ont une forte attache (famille, amis, voyages réguliers...). Par ailleurs, 55 % des citoyens de Sillamäe sont des apatrides par choix (ils se sentent offensés d'avoir à passer un test de langue pour obtenir la citoyenneté d'un pays dans lequel ils habitent depuis si longtemps), ou par défaut (le test de langue leur paraît trop complexe). À ce groupe juridique des « étrangers », l'Estonie accorde (sans restriction pour les personnes arrivées avant juillet 1990) des permis de séjour et de travail¹⁶.

En résumé, « les russophones (...) sont des créatures hybrides entre minorité et étranger » (Shafir 1995, p. 178). En conséquence de quoi, dans une ville russophone comme Sillamäe, 80 % de la population ne peut participer à la vie politique du pays, exception faite des élections municipales pour lesquelles peut voter (mais pas se présenter) toute personne vivant de façon permanente sur le territoire estonien¹⁷. Globalement, l'attitude dominante est caractérisée par l'apathie politique et la primauté des stratégies individuelles : chacun cherche à tirer son épingle du jeu et la communauté russe en Estonie n'est ni soudée ni capable d'envisager une stratégie collective d'adaptation. Ainsi, bien que les russophones « étrangers » puissent voter aux élections municipales, aucun pouvoir local fort et pro-russe n'émerge. L'État garde les commandes de la cité en subventionnant largement la ville (7 % du budget seulement provient de ressources propres) et en exerçant régu-

¹⁶ « Law on Aliens », en annexe de Geistlinger et Kirch 1995, pp. 129-136.

¹⁷ Loi sur les élections locales (1993) et article 56 de la Constitution, « Constitution de la République d'Estonie », in Lesage 1995, p. 75.

lièrement son contrôle de la légalité. Enfin, preuve sans doute des compromis fait avec l'État et de la faiblesse du désir d'autonomie, le maire actuel est de nationalité estonienne.

Décomposition du système économique local : quelle place accordée aux russophones dans ce nouveau système ?

La structure économique de la ville a aussi connu trois modifications d'ampleur liées à la transformation des fondements du système économique local : municipalisation et affaiblissement des secteurs dits « non productifs » de Silmet (secteurs représentant la « sphère sociale »), privatisation de cette usine et diversification des activités locales par la multiplication des petites et moyennes entreprises.

Lorsqu'en 1991, l'Estonie retrouve son indépendance, « les industries du secteur de la défense perdent leurs fournisseurs et leurs clients et se retrouvent immédiatement et complètement confrontées à l'économie de marché sans recevoir d'aides gouvernementales (...). Les firmes doivent alors fermer ou redéfinir leur orientation » (Davis, Grazin et Raju 1996, p. 88). Silmet est dans une situation encore plus complexe. En effet, elle détient tous les secteurs d'activités de la ville, et elle emploie près de 6 000 personnes sur 20 000 habitants en 1991. Ainsi, avant de restructurer et de privatiser l'usine, il a fallu, dès 1992, procéder à la « municipalisation »¹⁸ des activités qui ne relevaient pas directement du secteur productif. L'usine a perdu près de 3 000 à 4 000 employés, dont une partie s'est retrouvée au chômage. Ce processus de transfert ne s'est pas fait sans difficultés, car à une nouvelle logique économique se sont greffées des questions d'ordre politique et culturel¹⁹. Les dirigeants de l'époque, n'acceptant de voir diminuer ni leur pouvoir ni l'influence de Moscou, ont été, ainsi que la population, écartés du processus de « municipalisation-privatisation ». Celui-ci a commencé en 1993 par la fragmentation en petites unités privatisées et s'est achevé en 1999 quand l'État ne possédait plus aucune part dans l'usine. Après de nombreuses péripéties, c'est l'ancien Premier

¹⁸ Entretien avec l'adjoint au maire chargé des affaires économiques de Sillamäe, Alexander Kanev, Sillamäe, mai 2001.

¹⁹ Alexander Kanev, *ibid.*

ministre Tiit Vähi qui, devenu actionnaire majoritaire, a repris en main l'usine au bord de la faillite et a réussi en deux ans à la remettre à flot. En 2001, l'entreprise employait 1 100 personnes et réalisait à nouveau des profits, ce qui est plutôt rare pour une ancienne entreprise du VPK.

Parallèlement à la privatisation de ce grand complexe, ancien fleuron du régime soviétique, la monoactivité de la ville a disparu au profit de la diversité des activités : 473 entreprises sont inscrites au registre municipal, dont 54 ont plus de dix employés. En dehors de l'activité d'extraction des schistes bitumineux, qui est actuellement en crise, deux entreprises, Polyform (issue de Silmet et comptant 261 employés) et Norwes (100 employés), ont connu un certain développement. On note cependant que cette diversification reste à nuancer par la forte présence de Silmet et par la courte durée de vie des petites entreprises.

Ainsi, alors qu'existait le plein emploi pendant la période soviétique, Sillamäe est en Estonie l'une des villes les plus touchées par le chômage et les bas revenus : c'est de fait la cité la plus aidée proportionnellement à sa population²⁰. D'une ville de « privilégiés », elle est devenue une ville « d'assistés », dépendante non plus du régime soviétique, mais de l'État estonien. Cette situation d'« assistanat », la crise socio-économique qui secoue la ville et la façon dont a eu lieu la privatisation de Silmet, mettant au sommet de l'entreprise des Estoniens, troublent profondément les habitants qui se considèrent comme les victimes de la transition économique initiée, selon eux, principalement par les Estoniens et pour les Estoniens. Jean-Pierre Minaudier en vient à considérer que « les Russes sont passés brutalement à un statut de “sourds-muets” dans un pays où tout fonctionne en estonien, et à un statut de prolétaire au chômage dans une économie libérale » (Minaudier 1997, p. 116).

²⁰ On parle pour l'Estonie d'un « chômage ethnique », dans le sens où les métiers pratiqués par les russophones sont ceux qui ont été les plus touchés par les évolutions économiques.

Rejet du bilinguisme, affirmation de l'estonien comme langue d'État : quel avenir pour la langue russe ?

L'acquisition des droits politiques et économiques dans la nouvelle société est désormais fortement corrélée à la connaissance de l'estonien : la langue focalise l'attention des deux communautés, car elle a historiquement été un élément central de la construction identitaire de la nation estonienne²¹. Pour les russophones, les changements linguistiques intervenus depuis 1989 ont bouleversé leur place dans le pays.

Pendant l'occupation soviétique, les attaques portées à la langue estonienne ont été très fortes, au point de susciter l'opposition d'intellectuels estoniens défendant le statut de la langue nationale menacée par la russification²². Ainsi, lorsqu'en 1991 l'Estonie hérite d'un État dans lequel deux communautés linguistiques et culturelles distinctes coexistent, son premier dessein est de transformer cette situation : la nouvelle conception de l'État a abouti à une politique accordant un statut privilégié à la langue estonienne. Cette politique a été guidée par le désir de sauvegarder une culture originale, très minoritaire dans le monde, et qui a connu, du fait de la soviétisation, une certaine érosion : elle est le reflet d'un peuple qui fonde son identité sur la langue et la culture et qui, en tant que communauté réduite (un million de personnes), vit dans la crainte de voir celles-ci disparaître.

La première loi sur la langue a été adoptée avant l'indépendance de l'Estonie le 18 janvier 1989 et les dirigeants soviétiques n'ont pas protesté lors de sa publication : d'après M. Gorbatchev, faire de la langue éponyme la langue officielle était légitime, car cette revendication ne dépassait pas, selon lui, le domaine de l'autonomie cultu-

²¹ On oppose ici les notions de nation estonienne et d'État estonien, qui n'ont pas les mêmes frontières : *l'État estonien* rassemble toutes les personnes qui résident sur le territoire de ce pays ; la *nation estonienne* est constituée de « ceux qui parlent estonien, connaissent les traditions culturelles estoniennes et ont un ancêtre estonien » (Berg 1999, p. 128).

²² *Lettre ouverte au gouvernement de la République soviétique d'Estonie adressée à « la Vérité », « La Voix du peuple » et « l'Estonie Soviétique » : lettre des 40*, Tallinn – Tartu, 28 octobre 1980, in Clancier 2002.

relle²³. Dans le préambule de la loi, l'estonien était reconnu comme langue officielle de la RSSE (République socialiste soviétique d'Estonie). Le russe, déclaré nécessaire à la communication en URSS, n'était pas considéré comme langue de communication inter-ethnique²⁴. Ainsi, dès 1989, le bilinguisme était rejeté en Estonie, ce qui sera à nouveau souligné dans la deuxième loi sur la langue (entrée en vigueur le 1^{er} avril 1995).

De cette officialisation de l'estonien va découler un certain nombre de principes et obligations qui auront des répercussions importantes pour les non-nationaux : la plupart d'entre eux ne connaissent pas la langue officielle, ce qui va, entre autres, réduire leurs chances sur le marché du travail²⁵. D'après l'article 5 de la deuxième loi sur la langue, l'exercice d'un certain nombre de professions (fonctionnaires, juges, médecins, personnels médicaux, journalistes, personnes travaillant dans des commerces ou services en contact avec des clients, vendeurs et serveurs) nécessite l'obtention d'un certificat d'estonien²⁶. Il existe six niveaux pour ces certificats en fonction de la profession exercée : du degré A (800 mots) au degré F (parler couramment) (Raun 1995, p. 520). Un amendement à cette loi, adopté en 1999, ajoute une nouvelle restriction : les personnes travaillant dans le secteur privé doivent parler la langue officielle de l'État (Tomusk 2000, p. 46). Ainsi, non seulement le russe n'est plus une langue de communication officielle, mais les russophones qui ne connaissent pas l'estonien sont désavantagés dans leur insertion économique. On peut se demander si cette loi n'avait pas aussi comme objectif de permettre aux Estoniens d'accéder rapidement aux échelons les plus élevés de l'administration, de la santé...

²³ Cité par Shafir 1995, p. 176.

²⁴ « Zakon Estonskoj Sovetskoj Socialističeskoj Respubliki o jazyke » [Loi sur la langue de la République Socialiste Soviétique d'Estonie], en annexe de Raun 1995, pp. 653-659.

²⁵ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD), *Quatrième rapport périodique – additif sur l'Estonie*, 16 mars 1999, p. 60.

²⁶ Voir l'article 5 de « Zakon o jazyke » (« Loi sur la langue »), *Prava inostrancev v Estonii*, 1999, p. 63.

Toutefois, cette loi est fortement tempérée au niveau local : d'après l'article 51 de la Constitution : « Dans les localités où au moins la moitié des résidents permanents appartiennent à une minorité ethnique, toute personne a le droit de recevoir des réponses des autorités publiques de l'État et locales et de leurs fonctionnaires dans la langue de cette minorité ». Et l'article 52 spécifie que « dans les localités, où la langue de la majorité de la population est différente de l'estonien, les autorités publiques locales peuvent utiliser la langue de la majorité des résidents permanents de cette localité pour la communication interne, dans les limites et conformément aux procédures fixées par la loi » (Lesage 1995, p. 75).

Les autorités estoniennes se sont, de plus, rendu compte que le délai prévu pour la transition linguistique (l'ensemble des articles de la loi de 1989 devait entrer en vigueur dans un délai de un à quatre ans) était trop court pour que l'application de la loi soit complète (Shafir 1995, p. 177). Dans le comté du Virumaa oriental, où les Estoniens ne représentaient que 18 % de la population en 1998 (Raam 1999, p. 34), il est apparu impossible d'imposer la connaissance de l'estonien dans tous les domaines d'activité à la fois. Des aménagements concernant certaines professions ont été réalisés. Par exemple, tous les policiers, les médecins, les enseignants... du Virumaa oriental (plus particulièrement de Sillamäe) ne parlent pas estonien, ils n'ont pas été renvoyés pour autant, car il est tout simplement impossible de leur trouver des remplaçants (Lemarcq 1993, p. 9). « Dans le nord-est, la population n'est pas encore prête à utiliser l'estonien comme langue de communication et nombreuses sont les entreprises qui ont demandé au Bureau de la langue que les délais d'application de la loi soient repoussés d'une année au moins » (*ibid.*). Plusieurs fois, lors de mes entretiens, des personnes concernées par ce problème m'ont expliqué que, selon la législation, elles devaient passer un test de langue pour obtenir un certificat leur permettant d'exercer leur profession, mais que personne à Sillamäe ne vérifiait cette compétence. Parmi les conseillers municipaux, tenus de parler la langue officielle, certains sont dans l'incapacité de s'exprimer en estonien.

Ne pas parler estonien n'est pas un handicap en soi, car les entreprises de la ville, qu'elles soient petites ou grandes, fonctionnent encore essentiellement avec le russe comme langue de communication

interne. Il semble en fait plus avantageux de connaître le russe pour pouvoir trouver un emploi et vivre à Sillamäe²⁷. L'estonien va devenir, cependant, de plus en plus nécessaire pour les personnes postulant à un poste de responsabilité dans un service public de la ville.

Si la connaissance de la langue estonienne n'a pas un impact direct sur la possibilité d'avoir un emploi dans la cité, il apparaît pourtant que les personnes parlant estonien sont le plus souvent celles qui ont fait des études supérieures (en particulier pour les plus jeunes). Même à Sillamäe, les diplômés ont plus de chance de trouver un poste que ceux qui n'ont pas fait d'études. Il existe ainsi une corrélation entre la connaissance de l'estonien et le type d'emploi exercé ou le revenu perçu, ainsi qu'entre le niveau d'études et le degré de compréhension de la langue officielle.

Cette pratique souple ne retire toutefois rien à l'impact de cette loi sur les non-nationaux ne parlant pas estonien dans leur recherche d'un emploi hors de la ville. Ainsi, on se rend compte que les revenus des non-Estoniens dépendent directement de leur connaissance de l'estonien et que les chômeurs sont le plus souvent des apatrides ne parlant pas estonien, alors que les citoyens estoniens ont, en général, un emploi (Kirch 1997, p. 138) : dans mon enquête à Sillamäe, sur cinq chômeurs, quatre sont sans citoyenneté. De plus, en étudiant la répartition des revenus des personnes interrogées en fonction de la citoyenneté, il apparaît que le nombre des apatrides diminue proportionnellement à l'augmentation des revenus.

Le niveau en estonien est souvent lié à la citoyenneté choisie et dépend aussi bien de l'âge des Russes que de leur niveau d'études. A. Kirch considère que les plus jeunes et les plus instruits adoptent de préférence la citoyenneté estonienne, tandis que les plus âgés et les moins éduqués, qui parlent peu l'estonien, optent pour la citoyenneté russe²⁸ ou restent sans citoyenneté (Kirch 1997, pp. 30-33). Les résultats de mon enquête sont assez révélateurs des différences générationnelles et socio-professionnelles concernant le choix de la citoyenneté et la connaissance de l'estonien. Dans la tranche d'âge des 18-35 ans,

²⁷ Dans mon échantillon, mis à part les Estoniens, 39 personnes sur 49 ne parlent pas ou parlent très peu la langue nationale.

²⁸ On trouve souvent dans ce groupe les personnes les plus attachées au régime soviétique.

plus de la moitié ont choisi la citoyenneté estonienne et aucun la citoyenneté russe. De plus, sur les huit apatrides de cette classe d'âge, deux n'ont pas fait d'études supérieures et deux ont poursuivi des études techniques, alors que parmi les citoyens estoniens plus de la moitié ont fait des études supérieures et le reste au minimum des études techniques. Dans cette tranche d'âge, trois estiment parler estonien couramment, un assez bien, six un peu et quatre très mal. Ceux qui parlent couramment l'estonien ont tous fait des études supérieures et ont la citoyenneté estonienne. Dans la classe d'âge des 36-45 ans, la moitié sont citoyens estoniens, et presque un quart ont la citoyenneté russe. Ces résultats sont presque les mêmes pour la tranche d'âge suivante. 81 % de ces deux derniers groupes considèrent qu'ils parlent peu ou pas du tout l'estonien. Parmi les 56-75 ans, les quatre cinquièmes ont une connaissance médiocre de la langue nationale. D'ailleurs, dans cette catégorie, plus de la moitié sont des citoyens russes, tandis qu'une seule personne a opté pour la citoyenneté estonienne. Pour les 36-75 ans, la connaissance de l'estonien n'est pas toujours corrélée au niveau d'instruction, car toutes ces personnes ont étudié à une époque où l'estonien n'était pas enseigné dans les cursus scolaires et universitaires.

Ce qui apparaît ici clairement, c'est que les jeunes (les moins de 35 ans et tout particulièrement les 18-30 ans) parlent plus l'estonien que les adultes : ils semblent prendre conscience que l'Estonie peut leur offrir des perspectives s'ils connaissent la langue du pays (Dressler 1999, p. 351). Toutefois, ce groupe n'est pas homogène : ceux qui n'ont pas pu faire d'études supérieures (parce que leurs parents n'en avaient pas les moyens, qu'eux-mêmes ne le souhaitaient pas ou que des événements indépendants de leur volonté — maternité, chômage dans la famille — les en ont empêchés) parlent mal l'estonien, ont des difficultés à trouver un emploi bien rémunéré et de longue durée. Ces jeunes en arrivent à vivre en marge de la société. Ils participent au développement d'une économie « souterraine » leur permettant de survivre (par exemple organisation de petits trafics transfrontaliers avec la Russie) et adoptent une attitude de rejet envers l'État estonien.

Quelles que soient les politiques (économie, langue, statut juridique) mises en œuvre, elles ont en général deux versants : l'un national, que l'on peut considérer comme restrictif, et l'autre local, plus souple. Cette législation combinant deux échelles géographiques

a permis d'éviter l'émergence de conflits entre les deux communautés, en affirmant l'autonomie estonienne tout en apaisant les craintes des non-nationaux.

Cependant, tant du point de vue économique que politique, les russophones de Sillamäe semblent marginalisés dans cette société. Partant de ce constat, nombreux sont les Estoniens qui voient dans Sillamäe l'archétype d'une micro-société inintégré au cœur de l'Estonie²⁹. Pourtant, les traits d'une interaction désirable entre les communautés, plutôt que ceux de la confrontation, semblent se dessiner depuis dix ans. Certains indices révèlent déjà des mouvements dans l'identité de cette ville et de ses citoyens. Nous allons maintenant analyser ces évolutions qui, bien que superficielles, font qu'à Sillamäe, si l'on n'est pas encore en Estonie, on est déjà loin de la Russie, notamment de la Russie soviétique.

QUELLE RECOMPOSITION IDENTITAIRE POUR LES RUSSOPHONES DE SILLAMÄE ?

Les Russes de cette ville ont connu, au début des années quatre-vingt-dix, une période de vide identitaire (« *psychological vacuum* », Vetik 1993, p. 276) liée à la brutalité et à la soudaineté des événements, et ils ont actuellement besoin « de redéfinir leurs identités individuelles et collectives » (Kirch 1997, p. 145). Ces dernières peuvent être qualifiées de prescrites : d'un côté, même en devenant citoyens estoniens, ils ne seront jamais considérés comme appartenant au groupe dominant, d'un autre, les Russes de la Fédération de Russie les considèrent déjà comme des étrangers³⁰ et la Russie ne souhaite pas les voir revenir massivement. Les russophones de Sillamäe vont

²⁹ Les réflexions que j'ai entendues à ce sujet en discutant avec des Estoniens, en particulier à Tallinn, sont très symptomatiques. Je reprendrai à titre d'exemple les paroles d'une vieille dame estonienne rencontrée dans la capitale : « Sillamäe n'est pas une ville estonienne, mais plutôt un reliquat de l'Union soviétique en territoire estonien ».

³⁰ « Les gens en Russie ne nous considèrent pas comme des Russes, pour eux on vient de l'étranger », femme, apatride, 39 ans (enquête Sillamäe, mai 2001).

inscrire et développer leur identité entre les limites déterminées par ce double « rejet » de l'Estonie et de la Russie. On assiste à une recomposition de l'identité ethnique s'imprégnant des héritages de la période soviétique (la célébration du 9 mai par exemple), de ceux de la tradition slave/russe (la langue, la religion), de traits liés à leur proximité avec la Russie, et même d'éléments propres à la culture estonienne. L'influence de cette dernière sur la nouvelle identité des russophones permet de mesurer le degré de rapprochement des deux communautés. Cette recherche identitaire se fait plutôt de manière inconsciente et individuelle, et il est difficile, à l'heure actuelle, d'évaluer les traits qui seront durables et ceux qui ne le seront pas, mais comme l'explique Claude Lévi-Strauss, l'identité apparaît ici comme une fonction combinatoire instable et non comme une essence immuable (cité par Lipiansky, Taboada-Leonetti et Vasquez 1990, p. 19).

Des marqueurs russes de cette identité en évolution

Parmi les traits caractéristiques de l'identité de ces habitants, trois sont particulièrement marqués par l'origine russe d'une partie importante de la population : la langue, les fêtes et la religion. Pourtant, ces marqueurs présentent déjà des signes de modifications liées à leurs interactions avec un environnement estonien différent.

La langue peut être isolée comme facteur d'identité commun aux habitants de cette ville. Elle possède une puissance supérieure aux autres critères identitaires, « elle transcende les autres éléments, car elle a le pouvoir de les nommer, de les exprimer et de les véhiculer » (Abou 1986). À Sillamäe, la langue forme le noyau stable de l'identité : les habitants de la ville, qu'ils soient Russes, Ukrainiens, Biélorusses, partagent une langue vernaculaire commune, le russe. L'identification à cette langue est telle que, lors de mes enquêtes, un Ukrainien et une Finnoise se sont automatiquement attribués la nationalité russe, car le russe est devenu la seule langue par laquelle ils communiquent ; ce n'est qu'au cours de l'entretien³¹ qu'ils ont

³¹ En les interrogeant sur leur accent, j'ai compris qu'ils s'assimilaient au groupe des nationaux russes.

« dévoilé » leur « véritable » nationalité. L'utilisation du russe comme critère primordial d'identité par opposition à l'estonien aboutit à l'utilisation courante du terme *russophone* pour parler de cette communauté (Laitin 1995, p. 33). Les différentes nationalités non estoniennes se sont associées à l'intérieur de ce nouveau groupe (*ibid.*, p. 5) dont la langue est l'élément de cohésion. Les russophones réclament que leur langue soit reconnue comme seconde langue officielle. À la question : « Quel devrait être selon vous le statut du russe en Estonie ? », les trois quarts des enquêtés ont répondu que le russe aurait dû obtenir le statut de seconde langue d'État à côté de l'estonien³².

La langue est donc le terrain d'action privilégié des russophones : une place capitale est accordée à l'enseignement du russe (école), aux manifestations culturelles liées à la langue (chants, lectures de poésie...). Par ailleurs, l'estonisation des toponymes est un échec à Sillamäe : les noms de rue n'ont pas été modifiés. Les noms des hommes politiques, écrivains, scientifiques, artistes soviétiques ou russes comme Gorki, Gogol, Tolstoï ou Podgornyj ont été conservés, les mots russes comme *matros* (matelos) ou *zelënyj* (vert) ont juste été retranscrits en alphabet latin. Les rares noms de rue en estonien sont en fait la traduction des anciens noms russes : on peut citer par exemple la rue *Kesk* (« centre ») ou la rue *Kajaka* (« mouette »). De plus, alors que selon l'article 19, paragraphe 2, de la loi sur la langue, les toponymes en Estonie sont fixés uniquement par les lettres latines de l'alphabet estonien, à Sillamäe certaines plaques de rue sont toujours en cyrillique, et la majorité sont bilingues.

Toutefois, la prise de conscience chez mes enquêtés de l'importance de la connaissance de l'estonien n'est pas du tout négligeable. Une grande partie des parents désirent que leurs enfants apprennent l'estonien : sur l'ensemble des personnes interrogées, 48 (c'est-à-dire la quasi-totalité) jugent qu'il est très important, pour les enfants russes, d'apprendre la langue nationale. Ce chiffre est confirmé par différentes études menées par des sociologues estoniens : par exemple, une enquête datant de 1996 et conduite dans le comté du Virumaa oriental, indique que 93,5 % des Russes trouvent profitable pour leurs

³² Ce désir est motivé par la peur de voir l'utilisation du russe se réduire dans le domaine de l'emploi. Cette demande prend aussi en compte la volonté de préserver la culture russe (ou du moins « slave ») en Estonie.

enfants de connaître l'estonien (Kirch 1997, p. 28). Dans le cas de Sillamäe, les raisons les plus souvent invoquées par les parents sont les suivantes : « L'avenir de la jeune génération dépend en Estonie de son niveau en estonien » et « Les enfants doivent étudier cette langue, car c'est celle du pays dans lequel ils vivent ». Les mentalités semblent donc avoir beaucoup évolué par rapport aux début des années quatre-vingt-dix : certes le russe est la langue de la « communauté », mais elle ne permet pas de vivre pleinement dans le pays et avec les Estoniens.

Les pratiques festives qui, au premier abord, rattachent cette population à la Russie, voire à l'Union soviétique, semblent au cours du temps s'imprégner de la culture estonienne ambiante. Le 9 mai, le jour de la Victoire, est très apprécié par les habitants de Sillamäe : la moitié des personnes enquêtées le classent parmi les fêtes les plus importantes. Cependant, l'intérêt porté à cette fête varie en fonction de l'âge et de la citoyenneté de l'enquêté : les moins de 35 ans lui accordent moins de valeur que les plus âgés, et les citoyens russes plus d'importance que les citoyens estoniens. Cette fête, qui n'est pas en Estonie considérée comme un jour férié et ne fait l'objet d'aucun défilé à Tallinn, est l'occasion de montrer la cohésion de la communauté russophone à Sillamäe. Les habitants viennent nombreux applaudir le défilé des anciens combattants³³. Les écoliers russes, dispensés (non officiellement) de cours pour l'occasion, encadrent le défilé et offrent des fleurs aux personnes qui défilent. L'adjointe au maire chargée des affaires sociales prononce un discours commémoratif au cimetière devant le monument aux morts de la Seconde Guerre mondiale. L'impressionnante présence de jeunes (non seulement des écoliers, mais aussi des étudiants et de jeunes adultes), la venue de représentants de la municipalité et du consulat de Russie en Estonie donnent à cette fête une profondeur inattendue. Elle représente un élément de la mémoire collective, et donc de l'identité de cette communauté. Tous les discours sont orientés vers l'idée de puissance du peuple soviétique et de son unité dans les combats. Mettre en avant

³³ Deux villes en Estonie organisent encore ce défilé : Sillamäe et Narva.

cette célébration, c'est à la fois se différencier des Estoniens³⁴ et promouvoir une période où, selon les Russes, ils vivaient en osmose avec les Estoniens dans une république multinationale. Cette date symbolise aussi le début de l'arrivée des Russes en Estonie. Cette fête permet, d'une certaine manière, de mesurer l'attachement de la population à la période soviétique et à ses symboles. Cependant, la référence à l'URSS joue un rôle de moins en moins important dans la recomposition identitaire. L'anniversaire de la révolution d'Octobre n'est, par exemple, considéré par aucun de mes interviewés comme une date importante, alors qu'un quart des enquêtés attribuent une signification notable à la fête d'indépendance de l'État estonien³⁵. Cela est particulièrement vrai pour les citoyens estoniens et les 36-55 ans. Par ailleurs, le Nouvel An est la seule fête qui remporte l'adhésion de plus de la moitié des personnes ayant répondu à mon questionnaire, exception faite des personnes âgées. Or, le premier janvier n'a de signification symbolique particulière ni pour les Russes ni pour les Estoniens : c'est une fête « neutre » et internationale.

Quant à la fête des cultures slaves à Sillamäe, elle a pour objectif de valoriser et de préserver l'identité culturelle « slave » de toute dénaturation ou disparition. Cet événement, organisé le dernier week-end du mois de mai, sert à promouvoir le folklore (danse, chant) slave (russe, ukrainien, biélorusse, cosaque...). Des groupes folkloriques de la ville et des invités venus de toute l'Estonie et de Russie (Saint-Pétersbourg) donnent pendant deux jours plusieurs spectacles en costumes traditionnels. Cette fête est une façon de revendiquer en public une identité slave vivante et dynamique, de marquer sa différence par rapport à la culture « dominante » et son appartenance à la minorité nationale. Or, en 2001, pour la première fois, un groupe de chanteurs estoniens a participé au concert et a été très apprécié, et le maire de Sillamäe a fait son discours d'ouverture en estonien, puis en russe.

³⁴ Ces derniers refusent de fêter la victoire soviétique, car elle symbolise le début de l'occupation soviétique et parce qu'une partie de la population estonienne a participé aux combats auprès des Allemands et donc contre l'Union soviétique.

³⁵ Ceci semble entrer en contradiction avec ce qu'a écrit Olga Brednikova. Cette dernière explique que les Russes de Sillamäe sont très attachés à la fête du 7 novembre (Brednikova, 1999, p. 161).

Cette célébration s'inscrit parfaitement dans l'espace d'autonomie culturelle offert par l'Estonie aux groupes minoritaires, et la structure festive choisie par les organisateurs ressemble à s'y méprendre à celle du célèbre festival de chant estonien. Comme pour celui-ci, le premier soir est consacré aux danses traditionnelles, le jour suivant les participants défilent par groupes et en costumes dans la ville jusqu'au palais des sports où un grand concert est organisé. L'Estonie attache une très grande importance aux chants et aux danses populaires, c'est peut-être la raison qui a poussé, au moment de l'indépendance, les associations de Sillamäe à choisir un festival de folklore pour affirmer l'existence des Russes à travers la préservation des cultures slaves.

L'attachement à un arsenal festif comprenant des références à des structures identitaires très différentes les unes des autres (soviétique, slave, russe, et peut-être même estonienne) appuie l'idée que cette nouvelle identité est avant tout « hybride » (Smith et Wilson 1997, p. 845). Le projet de construction identitaire peut se bâtir autour de l'attachement aux symboles multiples que véhiculent ces fêtes. On observe une cohésion plus intense de la communauté russophone de Sillamäe autour de certaines d'entre elles (le 9 mai, le Nouvel An et la fête slave) plutôt qu'autour des rites de la religion orthodoxe.

Les événements religieux, dans mes entretiens, ont rarement été placés parmi les fêtes les plus importantes. En fait, le rapport à l'orthodoxie dans cette ville paraît beaucoup moins important que ce que l'on pourrait imaginer.

Les chercheurs n'arrivent pas à s'accorder sur l'importance jouée par la religion orthodoxe dans la formation d'une identité renouvelée pour les Russes d'Estonie. Selon D. Laitin, la religion n'est pas un facteur participant à la création de cette nouvelle identité (Laitin 1995, pp. 6 et 24). A. Kirch s'oppose à cette opinion et montre de plus que le poids de l'orthodoxie ne cesse de s'accroître (Kirch 1997, p. 82). Cette différence radicale d'appréciation entre les deux auteurs vient de ce que D. Laitin prend en considération le nombre de pratiquants, alors que A. Kirch s'intéresse plutôt à celui des croyants. Dans l'enquête réalisée à Sillamäe, les trois cinquièmes des personnes interrogées sont croyantes, essentiellement orthodoxes. Parmi ces croyants, la moitié à peine va à l'église au moins une fois par an. Ainsi, 200 personnes seulement ont assisté à la célébration de la messe de l'Ascen-

sion (24 mai 2001) et la grande majorité des paroissiens présents étaient des femmes d'un âge assez avancé. Le nombre d'individus pour lesquels la religion apparaît comme un facteur capital d'identité est très limité. Le sentiment religieux se trouve plus fortement corrélé à la citoyenneté russe. La double affiliation à l'orthodoxie et à la Russie est complémentaire : il est vrai qu'en Russie, être orthodoxe est un moyen de certifier son appartenance à la nation russe. Ainsi, la religion est, pour les russophones, ayant la citoyenneté russe, un critère fondamental d'identité, alors que pour les autres elle reste annexe.

Deux éléments peuvent être avancés pour expliquer la faiblesse du fait religieux à Sillamäe. Pendant la période soviétique, la religion a été remplacée par l'idée « communiste », et l'Église a fait l'objet de nombreuses persécutions, réduisant par là même la liberté de culte. Depuis 1991, l'Église a certes retrouvé sa place au sein de la communauté russophone, mais sans que la pratique religieuse retrouve son dynamisme. À cet élément d'explication s'ajoute le fait que la structure d'identité est composée « d'une série d'éléments que l'on choisit suivant la situation d'interaction dans laquelle on se trouve » (Taboada-Leonetti 1990, pp. 46 à 48). Or, les Estoniens ne considèrent pas le religieux comme un aspect primordial de leur identité. La faible visibilité du protestantisme à Sillamäe (et dans le reste de l'Estonie) peut justifier le manque de dynamisme de la religion orthodoxe dans cette ville : il n'existe pas à l'heure actuelle à Sillamäe d'église catholique, et l'église protestante ressemble plus à un cabanon qu'à une église.

Les marqueurs de l'identité culturelle de ces citoyens paraissent en pleine évolution. Il semble intéressant de se pencher maintenant sur la recherche du territoire géographique auquel fait référence cette population dans sa reconstruction identitaire : serait-ce la Russie, l'Estonie, l'Europe, ou bien encore la ville elle-même ?

Les Russes de Sillamäe entretiennent une relation très ambiguë avec la Russie. La quasi-totalité des personnes interrogées y ont de la famille ou des amis avec qui elles gardent des contacts. Pourtant, elles s'y rendent beaucoup moins régulièrement qu'auparavant. Les difficultés financières et les nouvelles complications que représente la fermeture de la frontière (visas, attente aux postes de garde frontaliers...) tempèrent le désir de voyager en Russie.

Si mes enquêtés ne semblent pas très réceptifs aux discours pro-russes de la Russie, cela n'empêche pas l'opinion de la minorité russophone de se distinguer clairement de celle des Estoniens sur certains sujets, en particulier en matière de politique extérieure et de défense. Par exemple, alors que l'Estonie a salué l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 (Merritt 2000, p. 254), des manifestations ont eu lieu dans les principales villes russes d'Estonie pour protester contre les bombardements de la Serbie par l'OTAN : les russophones ont repris la ligne politique adoptée par la Russie dans ce conflit (Marin 2000, p. 9).

La Russie influence aussi la prise de position de cette population sur la question de l'adhésion de l'Estonie à l'Alliance atlantique. La Fédération de Russie était hostile à l'élargissement de l'Alliance atlantique aux États baltes, car elle ne voulait pas « que soient présentes près de ses frontières des bases militaires étrangères » (Marin 2000, p. 13). Les enquêtes d'opinion publique permettent de mesurer l'incidence de ces discours sur les Estoniens et les non-Estoniens : en 1996, 45 % des Estoniens étaient favorables à l'intégration à l'OTAN contre 11 % de Russes (Aalto 2000, p. 79). En mai 2001, lors de mon enquête à Sillamäe, l'entrée dans l'OTAN était rejetée par 29 personnes interrogées et approuvée par six, le nombre des indécis restant élevé. À la question « Pourquoi pensez-vous que l'Estonie ne devrait pas intégrer l'OTAN ? », près de la moitié des personnes interrogées ont répondu qu'aucun pays n'a d'intérêt géostratégique ou économique à attaquer un pays si petit et qu'il serait préférable pour l'Estonie de rester neutre. Or, cette réponse ne faisait pas partie des choix proposés dans le questionnaire, ce qui montre que cette idée est fortement ancrée dans les esprits. Les médias russes d'Estonie entretenaient ce sentiment en faisant une propagande anti-OTAN à peine voilée³⁶.

L'attachement à la Russie continue donc à jouer un rôle dans la construction identitaire des Russes d'Estonie et influence leurs prises de position. Cependant, de nombreux Russes de Sillamäe s'estiment différents des Russes de la Fédération, en particulier lorsqu'ils n'y ont

³⁶ BNS, « Vladimir Putin predostereg NATO » [Vladimir Poutine met en garde l'OTAN], *Sillamjäeskij Vestnik*, 17 juin 2000. BNS, « Vozrastut rashody Estonii na oboronu v 2001 godu » [Augmentation des dépenses de l'Estonie pour la défense en 2001], *Sillamjäeskij Vestnik*, 14 septembre 2000.

pas vécu (Merritt 2000, p. 251) : les jeunes (moins de 30 ans) s'identifient moins à la Russie que les autres générations, ils se projettent plus facilement dans le futur et c'est pourquoi ils adoptent plus souvent la citoyenneté estonienne, alors que les personnes âgées s'identifient souvent avec le passé et choisissent d'être des citoyens russes (Kirch 1997, pp. 140-141). Tout se passe comme si les Russes d'Estonie avaient une relation ambivalente avec la Russie : ils peuvent adopter les mêmes opinions qu'elle ou au contraire les rejeter, comme c'est le cas pour la question de l'adhésion à l'Union européenne.

Pour les Estoniens, l'identité européenne ne fait pas de doute et s'oppose à la nature « orientale » (slave) de l'identité russophone (Kirch 1997). En fait d'opposition, on se rend compte que les russophones d'Estonie eux-mêmes soutenaient le processus d'intégration européenne. Selon certaines enquêtes, les non-nationaux étaient même plus favorables à l'adhésion à l'Union européenne que les Estoniens : en juin 1996, 53 % des russophones et 48 % des Estoniens soutenaient le processus d'adhésion (Aalto 2000, p. 78). Les Russes attendent de l'intégration à l'Union européenne le dépassement des antagonismes russo-estoniens afin de permettre la construction d'une société pluri-ethnique (Dressler 1999, pp. 351-352) : « La perspective de faire des minorités russes des "Euro-Russes", suite à l'élargissement, satisfait la plupart des acteurs locaux, permettant au dialogue interethnique de se développer » (Marin 2000, p. 14). Ils considèrent aussi les institutions européennes comme un moyen de défendre leurs droits politiques et culturels dans ce pays (Merritt 2000, p. 254). De plus, l'Europe est perçue comme l'une des grandes puissances économiques mondiales et l'entrée dans l'Union comme un moyen d'améliorer les conditions de vie. Enfin, les Russes d'Estonie par opposition à ceux de la Fédération de Russie expriment un fort sentiment d'identification à l'Europe : certains ont l'impression qu'en vivant en Estonie, ils ont européenisé leur mode de vie et leur « vision du monde » (Dressler 1999b, p. 197).

Lors du référendum du 14 septembre 2003, l'Estonie s'est prononcée majoritairement (67 %) pour l'adhésion à l'Union européenne. S'il est vrai que dans la région du Virumaa oriental le *oui* a remporté une moins franche victoire qu'ailleurs, il n'empêche que 57 % des votants, en majorité des russophones, ont approuvé l'adhésion. À Sillamäe, lors de mon enquête, un peu moins de la moitié des russophones

souhaitaient l'adhésion. Les non-nationaux citoyens estoniens étaient en général plus favorables à l'élargissement que les citoyens russes. C'est parmi les jeunes russophones (moins de 25 ans) que l'on trouve les sentiments pro-européens les plus développés (Berg 1999, p. 139). Dans mon enquête, les 18-25 ans étaient tous en faveur de l'adhésion. Les russophones ne semblent donc pas réellement plus sceptiques que les nationaux sur cette question. Ils s'interrogent sur les conséquences socio-économiques de l'adhésion, tout en mettant en avant leur appartenance à un groupe aux racines européennes : ils préfèrent se voir comme une minorité au sein de la « grande Europe » qu'au cœur de la petite Estonie. Cette volonté, même si elle concerne les plus jeunes, démontre que l'écart se creuse entre cette communauté et la Russie.

Entre Russie et Europe, il semblerait que l'espace le plus porteur de référence pour les habitants de Sillamäe soit le local. Plus de la moitié des enquêtés, notamment les jeunes adultes, ont l'impression d'appartenir au groupe des Russes d'Estonie. On pourrait en conclure que les Russes de Sillamäe, dans leur majorité, s'identifient au territoire estonien. Cependant, ces derniers n'entretiennent qu'un faible lien avec l'espace national : ils ont peu d'amis ou de familles en Estonie (en dehors de Sillamäe) et se rendent rarement dans une autre région du pays. La culture estonienne est perçue par plus de la moitié d'entre eux comme « étrangère ». Ils estiment qu'elle appartient à l'espace baltique, alors qu'eux-mêmes se considèrent comme proches de la culture slave. Une étude citée par A. Kirch signale que 68 % des Russes pensent que la culture estonienne ne les influence absolument pas (Kirch 1995). Ce sentiment domine à Sillamäe et à Narva (Geistlinger et Kirch 1995, p. 79), où les relations entre les Estoniens et les Russes sont réduites : conscients dans leur majorité d'être liés à l'État estonien, ces citoyens ne se sentent pas vraiment proches de la nation estonienne.

En fait, les Russes de Sillamäe ressentent une inclination profonde pour leur ville : la possibilité de la quitter pour un autre lieu (en général en Estonie) n'est évoquée que par une très faible minorité. Les raisons avancées par les candidats au départ sont d'ordre économique (emploi, revenus), tandis que ceux qui restent invoquent leur attachement à la cité ou aux personnes qui y habitent. Il semblerait donc que les russophones de cette cité tendent à s'identifier d'abord à un espace

géographique local borné (Hallik et Kirch 1992, p. 158) — le territoire de la ville —, puis à un groupe linguistique — russophone. Cette attache privilégiée qu'ils entretiennent avec leur cadre de vie est fortement corrélée à la perception qu'ils ont de ce territoire : plus du tiers des habitants ayant répondu à mon questionnaire n'éprouvent pas la sensation de vivre en Estonie, car tout à Sillamäe est russe. Cependant, le caractère estonien de la ville s'exprime dans les domaines de l'économie (« la situation y est meilleure qu'en Russie ») et/ou de la politique (« c'est le territoire de l'Estonie, régi par les lois estoniennes... »).

Les Russes d'Estonie ne se conçoivent pas comme une communauté consciente et homogène. Leur identité subjective varie en fonction de l'âge, du statut socio-économique, du choix de la citoyenneté des personnes interrogées. Cependant, si l'on ne prend pas en compte les personnes de plus de 55 ans et celles qui sont partiellement exclues de la société (entre autres les chômeurs), on peut établir la liste des signaux manifestes de cette identité subjective. Les habitants de Sillamäe se sentent différents des Russes de la Fédération de Russie, mais ne s'associent pas encore aux Estoniens. Leur identification territoriale est essentiellement locale, et leur projection mentale tournée vers l'Europe. L'ancienne ville nouvelle soviétique apparaît comme « une zone périphérique avec un système ethno-culturel russe et un système national-territorial estonien, séparée de la Russie par une frontière d'État et de l'Estonie par une frontière linguistique » (Berg 1999, p. 137). L'originalité de Sillamäe en fait une ville à part en Estonie : elle n'est plus russe, mais pas encore estonienne. Les habitants se reconnaissent parfaitement dans cette dualité. L'étude de l'auto-identification subjective (la recherche du référentiel spatial) et l'analyse des marqueurs visibles de cette nouvelle identité laissent penser que la distance entre les russophones d'Estonie et l'ensemble de la société estonienne tend à s'atténuer.

L'identité n'étant pas autre chose que « le résultat (...) des divers processus de socialisation » (Dubar 1991, cité par Khellil 1997, p. 28), le travail joue un rôle majeur dans la formation des identités. Durant la période soviétique, l'entreprise en tant que lieu de socialisation a particulièrement affecté les Russes de Sillamäe se constituant en une

« ethno-classe » (Smith et Wilson 1997, p. 847)³⁷. Aujourd'hui, le lieu de travail se caractérise comme un espace de rencontre possible entre les Estoniens et les non-Estoniens et pourrait favoriser la pénétration d'influences estoniennes dans le processus de recomposition identitaire des russophones.

Un des traits souvent attribués aux habitants de Sillamäe est leur manque d'autonomie, leur incapacité à être entrepreneurs, leur tendance à toujours faire appel à un pouvoir supérieur qui règle les problèmes. Cette image est couramment véhiculée pour parler de ce que fut le « peuple » soviétique et de ce que seraient les « méfaits » d'une économie étatisée. Les observations menées auprès des habitants et dans les principales entreprises de la ville montrent que cette vision doit être nuancée : on entrevoit des mouvements forts de cette identité perçue par l'extérieur comme celle d'une population « d'assistés ». Si les changements dans l'entreprise en terme d'organisation du travail, de communication, de formation n'ont que peu favorisé le rapprochement entre Russes et Estoniens, d'autres éléments, comme « l'estonisation » des sphères de pouvoir ou l'élaboration d'une nouvelle relation entre les habitants et les représentants de l'autorité locale, semblent, dans une certaine mesure, stimuler un tel processus.

L'évolution la plus marquante depuis 1991 concerne, pour Silmet et les carrières de schistes (*Eesti Põlevkivi*), la dichotomie entre dirigeants de nationalité estonienne et employés russophones. La loi de 1993, en limitant la participation des étrangers aux privatisations des grandes entreprises, a été défavorable aux acheteurs potentiels n'ayant pas la citoyenneté estonienne³⁸ : les apatrides et les citoyens d'un autre État que l'Estonie ne pouvaient pas, par exemple, obtenir un prêt de dix ans pour l'achat d'actions dans une entreprise. Selon Erik André Andersen, cette loi visait à limiter le capital russe dans l'économie estonienne (Andersen 1997, p. 309) : lors de la privatisation de Silmet, cette loi a pu annihiler les tentatives de rachat par des Russes. On

³⁷ Ils formaient une « ethno-classe », car, comme nous l'avons déjà évoqué, durant la période soviétique, ils travaillaient pratiquement tous dans le même secteur industriel, la même usine.

³⁸ « Zakon o veshnem prave » (9 juin 1993) et « Zakon o vednii v deistvie i primenenii zakona o veshnem prave » (27 octobre 1993), *Pravovye Akty Estonii*, 8 février 1994. Cité par Andersen 1997, p. 309.

suppose aussi que l'aspect stratégique de la production de cette usine a conduit l'Agence estonienne de privatisation à préférer les acheteurs estoniens aux Russes (même citoyens). Les nouveaux propriétaires ont choisi, quant à eux, de placer aux postes de direction des Estoniens. De même, dans les carrières de schistes appartenant encore à l'État, la priorité est donnée aux Estoniens pour les postes de direction. Les Russes, eux, dirigent et possèdent toutes les autres entreprises de Sillamäe, mais leurs tailles et leurs poids (en terme d'emploi et de dynamisme) dans la structure économique de la ville sont réduits par rapport à Silmet ou Eesti Põlevkivi.

L'interrelation entre pouvoir économique et nationalité se double d'une dépendance étroite entre la sphère du pouvoir économique et l'autorité politique : nombreux sont les hommes politiques reconvertis dans le domaine économique (Tõnis Seesmaa, l'actuel vice-directeur de Silmet, était maire-adjoint de Narva au début des années quatre-vingt-dix, Tiit Vähi a été Premier ministre...) ou les dirigeants économiques réorientés dans le politique (l'ancien directeur d'Eesti Põlevkivi, Eino Pukk, est conseiller municipal) ; certains, enfin, exercent des fonctions à la fois économiques et politiques (Anatoli Polupan, directeur de Norwes et conseiller municipal). Ce trait n'est pas original, il se retrouve partout en Estonie et dans de nombreux pays de l'ex-bloc soviétique (en particulier en Russie).

Ainsi, alors qu'avant 1991, les Russes de Sillamäe vivaient totalement coupés de la population estonienne, ils commencent aujourd'hui à côtoyer celle-ci dans deux lieux particuliers : l'entreprise (notamment Silmet et Eesti Põlevkivi) et l'administration locale (en particulier la mairie). Ces espaces de « rencontre » favorisent le processus de rapprochement et l'accroissement des relations entre les deux groupes, permettant d'invalider les clichés négatifs véhiculés sur les Estoniens : plus de la moitié des Russes interrogés lors de mon enquête trouvent facile de collaborer avec des Estoniens et un quart les jugent même plus efficaces dans leur travail que les Russes. Toutefois, l'estonisation des sphères du pouvoir (économique et politique) renforce la division socio-économique de la société, et cela en suivant précisément le contour des limites linguistique et politique (citoyenneté).

Klara Hallik et Alla Litvinova, qui se sont penchées sur le rapport entre les habitants de Sillamäe, les employeurs et l'administration, parviennent sur cette question à des conclusions contraires. Pour

A. Litvinova, socio-politologue de nationalité russe, les citoyens commencent à rejeter « le syndrome de dépendance sociale (...). Ils [les habitants] n'attendent plus aucun support de la part de leurs employeurs et de l'État » (Litvinova 1992, p. 42). La sociologue estonienne Klara Hallik conclut quant à elle que « les liens les plus forts entre les personnes et la société à Sillamäe passent encore par l'employeur. (...) La priorité à l'employeur et au gouvernement local demeure, car actuellement aucune association dans la ville n'a pour principe le renforcement de la solidarité et le règlement des conflits. (...) La nostalgie du régime précédent se reflète dans la situation d'immobilité des individus et dans leur incapacité à s'adapter aux nouvelles conditions » (Hallik 1997, p. 149).

Dans les entretiens qu'ils m'ont accordés, Aleksander Kanev³⁹ et Tõnis Seesmaa⁴⁰ confirment la théorie de Klara Hallik : ils affirment que les habitants de Sillamäe les considèrent comme responsables de tous leurs problèmes et capables de les résoudre. Cependant, les résultats de mon enquête m'amènent à m'interroger sur la validité de cette idée : il apparaît que la majorité des personnes interrogées se sentent responsables de leur destin, seule une minorité considère que c'est l'État qui en est le garant⁴¹, ce qui concorde en partie avec les conclusions d'Alla Litvinova (datant de 1992). La réalité semble donc correspondre à une combinaison des deux observations : la « dépendance » des habitants envers l'État et les employeurs semble s'être amoindrie au cours des dix dernières années, mais elle n'a pas totalement disparu, les citoyens se tournent en premier lieu vers les autorités politiques et économiques de la ville en cas de difficulté. Ce qui, après tout, ne semble pas totalement dénué de fondement.

³⁹ Entretien avec l'adjoint au maire chargé des affaires économiques, Aleksander Kanev, Sillamäe, mai 2001.

⁴⁰ Entretien avec Tõnis Seesmaa, vice-directeur de Silmet et directeur de Silmet Kinnisvara, Sillamäe, mai 2001.

⁴¹ Les trois quarts pensent que tous les habitants, qu'ils soient ou non de nationalité ou de citoyenneté estoniennes, sont les uniques garants de l'avenir du pays. Le gouvernement, le président et les députés doivent, selon un peu moins de la moitié des enquêtés, répondre du destin de l'Estonie. Parmi ce groupe, la moitié considère que cette tâche nécessite que l'État soit suppléé par l'ensemble de la population.

La thèse de Klara Hallik ne semble pas valable pour décrire la situation actuelle. Elle est affectée par la trop grande importance accordée, dans l'hypothèse, à la permanence d'habitudes héritées de la période soviétique, ce qui conduit cette sociologue à minimiser la capacité des habitants à réagir face aux changements politiques et économiques. Les habitants sont loin de l'apathie : il existe à Sillamäe, à la différence de ce que l'on prétend, de nombreuses associations culturelles et sociales qui font preuve de beaucoup de dynamisme⁴². La description que donne Klara Hallik de la situation de la ville laisse penser que l'intégration est impossible du fait de la prégnance maintenue de la mentalité soviétique, or, on est loin de la ville-usine du début des années quatre-vingt-dix, étroitement liée à Moscou et fermée aux Estoniens. L'entreprise et le travail peuvent permettre de créer un environnement favorable au rapprochement entre les deux communautés et à une recomposition identitaire des russophones s'imprégnant de traits culturels estoniens. Sachant qu'une part élevée de la population russophone est au chômage, on peut se demander si ce n'est pas justement le problème de l'emploi qui doit être placé au cœur du débat sur l'intégration de cette population et de cette ville à l'État et à la nation estonienne.

CONCLUSION

Sillamäe n'a pris conscience de son appartenance au territoire estonien qu'en 1991, lorsque la ville a commencé à s'ouvrir aux influences extérieures, et particulièrement estoniennes. Aujourd'hui, l'intégration de la ville et de ses habitants à l'espace estonien commence à peine et sa spécificité passée perdure encore. La cité continue à être un îlot russe au sein de l'Estonie : l'environnement linguistique est russophone, à peine 20 % des habitants sont citoyens estoniens et participent à la vie politique nationale, et économiquement la ville affiche un retard conséquent par rapport au reste du pays.

⁴² Organisation du festival de culture slave, associations d'aide aux enfants handicapés et aux orphelins, groupes luttant contre la diffusion de la drogue et faisant de la prévention du SIDA auprès des jeunes générations.

Le processus d'intégration ne semble pas profondément amorcé, mais cela ne signifie pas pour autant l'absence d'interactions entre les deux groupes formant la société. Ces habitants commencent à sentir qu'ils appartiennent à l'État estonien et les formes prises par l'identité recomposée des russophones témoignent, d'une part, de l'influence de certaines caractéristiques de l'identité estonienne (le rapport à la religion, aux fêtes, à l'Europe, au travail en entreprise, l'importance accordée pour les enfants à l'apprentissage de la langue nationale...) et, d'autre part, de l'amorce d'un rapprochement entre les Russes et les Estoniens. La réduction de la distance entre ces deux communautés s'opère autour de lieux d'intégration (l'entreprise...) et de thématiques au premier abord insoupçonnables (fête slave, Europe, rapport à la pratique religieuse).

Évidemment, si des indices de « normalisation » du fonctionnement de la ville et du rapprochement identitaire entre Russes et Estoniens existent, ils restent maigres et seuls le temps, la volonté des habitants, la prise en compte des particularités et de l'histoire locale et une politique ambitieuse de l'État estonien permettra à ces russophones de trouver leur place dans une société estonienne multiculturelle. Pour l'instant, à Sillamäe, l'intégration suit une voie spécifique et les individus adoptent des stratégies individuelles. L'extrême hétérogénéité des non-Estoniens ne favorise pas l'émergence d'un processus collectif et conscient d'intégration, les non-nationaux sont divisés sur les choix politiques à adopter, en particulier en ce qui concerne la citoyenneté. La dichotomie sociale affectant la population influence aussi les décisions individuelles : les plus éduqués s'adaptent plus facilement à la nouvelle situation économique et entreprennent plus rapidement de s'intégrer et de participer à la vie du pays. Enfin, l'intégration est un processus générationnel assez marqué, car les jeunes (moins de 25 ans) ont peu subi l'influence soviétique et souhaitent plus volontiers faire pleinement partie du pays dans lequel ils vivent et où, la plupart du temps, ils sont nés. La recomposition identitaire de Sillamäe et de ses habitants est bien multiple : les identités sont plus ou moins empreintes du passé et/ou des évolutions présentes.

BIBLIOGRAPHIE

- AALTO Pami, 2000, « Beyond restoration : the construction of post-soviet geopolitics in Estonia », *Cooperation and Conflict*, vol. 35, n° 1.
- ABOU Sélim, *L'identité culturelle, relations interethniques et problèmes d'acculturation*, Paris : Anthropos, 1986.
- ANDERSEN Erik André, 1997, « The legal status of Russians in Estonian privatisation legislation 1989-1995 », *Europe Asia Studies*, vol. 49, n° 2.
- BERG Eiki, 1999, « Historical and cultural dimensions of Estonia's relations with Russia », *The EU accession States and their eastern neighbours*, Gütersloh : Verlag Bertelstmann Stiftung.
- BREDNIKOVA Olga, 1999, « “Smuggled” ethnicity and “other” Russians: construction of identities in post-Soviet Estonia », *Curtains of Iron and Gold : reconstructing borders and scales of interaction*, Ashgate.
- CHALVIN Antoine, 2002, « L’“autonomie culturelle” des minorités nationales en Estonie », *Études finno-ougriennes*, tome 34, pp. 123-140.
- CLANCIER Julie, 2002, *Le rôle de l'élite intellectuelle estonienne dans la reconstruction identitaire : contexte de l'intégration européenne*, mémoire de DEA « Analyse comparative des aires politiques – Europe post-communiste », IEP, Paris.
- DAVIS J. H., GRÄZIN Igor, RAJU O., 1996, « Defence conversion in Estonia », *Business and the Contemporary World*, vol. 8, n° 2.
- DUBAR Claude, 1991, *La socialisation construction des identités sociales et professionnelles*, Paris : Armand Colin.
- DRESSLER Wanda, 1999a, « Le second printemps des Nations », in DRESSLER Wanda (dir.), *Le second printemps des Nations : sur les ruines d'un Empire, questions nationales et minoritaires en Pologne, Estonie, Moldavie, Kazakhstan*, Bruxelles : Bruylant.
- DRESSLER Wanda, 1999b, « Estonie, Moldavie : les premiers pas de la révolution démocratique », in DRESSLER Wanda (dir.), *Le second printemps des Nations : sur les ruines d'un Empire, questions nationales et minoritaires en Pologne, Estonie, Moldavie, Kazakhstan*, Bruxelles : Bruylant.
- GEISTLINGER Michael, KIRCH Aksel, 1995, *Estonia : a new framework for the Estonian majority and the Russian minority*, Vienne : Braumüller.
- GRUSELLE Anne, 2001, *L'intégration des russophones en Estonie : le cas de Sillamäe*, mémoire de DEA « Analyse comparative des aires politiques – Europe post-communiste », IEP, Paris.
- HALLIK Klara, 1997, « Sillamäe otkryvaetsja » [Sillamäe s'ouvre], in AIDMA R., AHER G., DUSMAN A. (dir.), *Konferencija integracija*

- nacional'nyh organizacij Ida-Virumaa v Estonskuju sredu, 27-29 nojabrja 1996*, Tallinn : Disantrek.
- HALLIK Klara, 1998, « Non-Estonians : historical and demographical background », *Vene küsimus ja Eesti valikud (project VERA)*, Tallinn : Tallinna Pedagoogikaülikool.
- HALLIK Klara, HELEMÄE J., 1997, *Sotsioloogiline uuring « Sillamäe 96 » : sillamäelaste kohanemine ühiskondlike muutustega* [Recherche sociologique « Sillamäe 96 » : adaptation des habitants de Sillamäe aux changements sociaux], Tallinn : Rahvusvaheliste ja Sotsiaaluuringute Instituut.
- HALLIK Klara, KIRCH Marika, 1992, « On interethnic relations in Estonia », *Annali-Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, vol. 28.
- KHELLIL Mohand, 1997, *Sociologie de l'intégration*, Paris : PUF.
- KIRCH Aksel, KIRCH Marika, 1995, « Ethnic relations : Estonians and non-Estonians », *Nationalities Papers (Visions and policies : Estonia's path to independence and beyond, 1987-1993)*, n° 23.
- KIRCH Aksel, 1997, *The integration of non-Estonians into Estonian society*, Estonian Academy Publishers.
- LAITIN David, 1995, *Identity in formation : the Russian-speaking nationality in Estonia and Bashkortostan*, Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde.
- LEMARCQ Gaëlle, 1993, *Nationalités, citoyenneté et population allogène en Estonie*, Paris : Ambassade d'Estonie en France.
- LESAGE Michel, 1995, *Constitutions d'Europe centrale, orientale et balte*, Paris : La Documentation Française.
- LIPIANSKY E. M., TABOADA-LEONETTI Isabel, VASQUEZ A., 1990, « Introduction à la problématique de l'identité », in CAMILLERI C. (coord.), *Stratégies identitaires*, Paris : PUF.
- LITVINOVA Alla, 1992, « Russian-speaking population of North-East Estonia : expectations and attitudes (Ida-Virumaa Townspeople : sketch of sociological portrait) », *The Monthly Survey of Baltic and Post-Soviet politics*, Tallinn : Panov Press, nov-déc. 1992.
- MARIN Anaïs, 2000, « Dix ans de relations russo-baltes : entre ingérence et recherche de stabilité régionale », *Courrier des pays de l'Est*, La Documentation Française, n° 1003.
- MERRITT Martha, 2000, « A geopolitics of identity: drawing the line between Russia and Estonia », *Nationalities Papers*, vol. 28, n° 2.
- MINAUDIER Jean-Pierre, 1997, « Nationalisme et problème russe en Estonie », *Revue des Deux Mondes*, n° 10.
- PAYIN Emil, 1994, « The disintegration of the Empire and the fate of the "Imperial Minority" », in SHLAPENTOKH V., PAYIN E. (dir.), *The new*

- Russian diaspora : Russian minorities in the former Soviet republics*, New York : M. E. Sharpe.
- PLASSERAUD Yves, 1999, « Estonie, Lettonie : la question des minorités », *Les Nouveaux Mondes*, n° 9.
- PLASSERAUD Yves, 2000, « Estonie 1999-2000, une avancée à pas de géant », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1006.
- RAAM H. (dir.), 1999, *Ida-Virumaa maakond, Aastaraamat 1998* [Annuaire 1998 du district du Virumaa oriental], Jõhvi.
- RAUN Toivo U., 1995, « The Estonian SSR Language Law (1989) : background and implementation », *Nationalities Papers*, vol. 23, n° 3.
- SAPIR Jacques, 1996, *Le Chaos russe*, Paris : La Découverte.
- SHAFIR Gershon, 1995, *Immigrants and nationalists-ethnic conflict and accommodation in Catalonia, the Basque County, Latvia and Estonia*, New York : State University of New York Press.
- SMITH G., WILSON A., 1997, « Rethinking Russia's post-Soviet diaspora : the potential for political mobilisation in Eastern Ukraine and North-East Estonia », *Europe-Asia Studies*, vol. 49, n° 5, juillet 1997.
- TABOADA-LEONETTI Isabel, 1990, « Stratégies identitaires et minorités... », in CAMILLERI Carmel (dir.), *Stratégies identitaires*, Paris : PUF.
- TARM M., 2000, « The dump-projects to secure a notorious seaside waste site finally get underway », *City Paper : the Baltic States*, n° 46, mai-juin 2000.
- TOMUSK Ilmar, 2000, « Language policy and legislation in Estonia », *Baltic Review*, vol. 18.
- VETIK Raivo, 1993, « Ethnic conflict and accommodation in post-communist Estonia », *Journal of Peace Research*, vol. 30, n° 3.
- VSEVIOV David, 1995, « Sillamäe – a secret uranium town in Estonia », in KAASIK Tõnis (dir.), *Ida-Virumaa : man, economy, nature – a survey of the problems facing Ida-Virumaa in the context of sustainable development*, Tallinn : Stockholm Environment Institute.

RÉSUMÉS

Identity shift in Sillamäe

When the U.S.S.R. annexed Estonia in 1940, it initiated a peopling policy of this country. The town of Sillamäe (20,000 inhabitants, in the North West of Estonia) is a pure product of this time. Created in 1946 and subordinated

to Moscow, this monofunctional new city is almost exclusively inhabited by Russian speakers. When Estonia regained its independence in 1991, Russian speakers lost their dominant position and had to face various problems: the absence of political rights (only a few of them became Estonian citizens), the economic crisis implying a high unemployment rate, the non officialization of the Russian language and a youth without a future... Faced with this situation, the Russian speaking community did not have a united response: people chose individual strategies. For many Estonians, Sillamäe epitomizes the micro-society located in Estonia that cannot be integrated. It actually seems that the reconciliation between Russians and Estonians in Sillamäe revolves around integration places and themes that are far from obvious. From this point of view, the identity reorganization of Sillamäe and its inhabitants happens to be manifold and is more or less influenced by the past and the recent political and economic developments.

Muutuvad identiteedid Sillamäel

Pärast Eesti okupeerimist hakkas nõukogude võim läbi viima uues liiduvabariigis aktiivset asustamispoliitikat. Sillamäe (20 000 elanikku) on selle aja sünnitus. Tegemist on uue, 1946. a. asutatud monofunktsionaalse linnaga, mis oli nõukogude ajal keskvoimu alluvuses ja kus elavad peamiselt venekeelsed elanikud. Eesti taasiseseisvumisel kaotasid need domineeriva grupi staatuse ja leidsid end vastakuti mitmesuguste raskustega : poliitiliste õiguste puudumine (vaid väike osa nendest sai eesti kodakondsuse), majanduskriisist tingitud kõrge tööpuudus, vene keele ametliku staatuse puudumine, noortele kasinad tulevikuvaated... Selles olukorras ei paista venekeelne kogukond üheselt reageerivat : inimesed rakendavad individuaalseid strateegiaid. Paljude eestlaste silmis on Sillamäe tüüpiline mikroühiskond, mida ei ole võimalik Eestisse integreerida. Tegelikult tundub, et venelaste ja eestlaste lähenemine on selles linnas alanud ning see toimub selliste integreerimiskohtade ja -teemade ümber, mida esialgu ei oleks osatud ettegi kujutada. Sillamäe ja selle elanike identiteedi ümberkujunemine on mitmekülgne protsess, mis on rohkem või vähem mõjutatud minevikust ja hilisematest arengutest.